



Jusqu'ici tout va bien : Le Front national passé au tamis de ses défaites (2007-2008)

Emmanuel Cherrier, Djamel Merlat

► To cite this version:

Emmanuel Cherrier, Djamel Merlat. Jusqu'ici tout va bien : Le Front national passé au tamis de ses défaites (2007-2008). Encrage éditions. Les élections de 2007 en France (sous la direction d'Emmanuel Cherrier, Alexis Massart et Djamel Merlat), Encrage éditions, pp.113-141, 2012, Université, 978-2-36058-027-9. hal-04508124

HAL Id: hal-04508124

<https://hal.science/hal-04508124>

Submitted on 21 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jusqu'ici tout va bien : Le Front national passé au tamis de ses défaites (2007-2008)

Emmanuel CHERRIER
Djamel MERMAT

Dans une observation rapide, il pourrait sembler à première vue que, pour le Front national, les élections se suivent et *grosso modo*, se ressemblent. Au-delà des différences de score, les séquences électorales 2002 et 2007 présentent un visage parallèle : le FN, lors du premier tour des élections législatives, enregistre une perte de voix par rapport au premier tour des élections présidentielles, six semaines plus tôt, dans un recul régulier¹. Là s'arrête la ressemblance car, contrairement à 2002, les élections présidentielles elles-mêmes se sont cette fois avérées décevantes pour la droite extrême. Avec 10,4%, Jean-Marie Le Pen se classe en quatrième position, loin derrière Nicolas Sarkozy (31%), Ségolène Royal (25,6%) et François Bayrou (18,5%). Il ne renouvelle donc pas son « exploit » du 21 avril 2002, lorsqu'avec 16,86% des suffrages exprimés, il s'était hissé au second tour.

Pour le leader frontiste, au vu de ses attentes, de son auto-conviction d'être au second tour et de son score précédent, il s'agit donc d'une défaite. Néanmoins, les leçons à tirer de ce résultat sont contrastées. Dans l'ensemble de la région Nord-Pas-de-Calais, le candidat frontiste est également 4^{ème}, mais avec 14,66 % des suffrages exprimés². Plus, dans le Pas-de-Calais, avec 16,02%, Jean-Marie Le Pen surclasse le candidat centriste (13,65%) pour la troisième place ; alors que le Nord voit l'ordre d'arrivée correspondre à celui enregistré dans l'ensemble du pays³, mais une originalité se présente. En effet, le FN est organisé en fédérations de Flandre et du Hainaut, dans ce département.

L'idée est donc venue, à partir d'un travail de terrain réalisé par Djamel Mermat au sein du FN-Flandre entre juin 2006 et novembre 2007, d'essayer de comprendre les raisons de ce recul du FN, en croisant une enquête intérieure et un regard extérieur.

En effet, rares sont les études à ce jour, à avoir saisi sur le vif les motivations, les actions et l'expression de ses nouveaux partisans. Force est de reconnaître aussi, qu'au regard des recherches actuelles, pour rendre ce parti « en campagne » intelligible c'est plutôt le manque de connaissances qui prévaut. Toutefois, si on désire espérer combler l'essentiel de ces deux lacunes, encore faut-il vraisemblablement préférer aux résultats et impressions tirés des sondages d'une *doxa* assez labile et d'un électorat relativement versatile, les enquêtes de terrain plus fouillées, de l'intérieur (Matthew Goodwin, 2006), s'appuyant entre autres sur des observations participantes (Dewalt, 2002) et des entretiens de type biographique (Kaufmann, de Singly, 2006), sans crainte de puiser dans des matériaux *a priori* prosaïques, foisonnants et parfois même dissonants (Arborio, 2005). Par conséquent, si l'on veut bien examiner en priorité ses pratiques politiques concrètes, avant ses discours officiels, c'est un tout autre Front national qui affleure.

¹ Le FN obtint en effet 14,95% des suffrages exprimés au premier tour des élections législatives de 1997 ; 12,4% au même tour de 2002 ; et enfin 4,29% en 2007.

² 27,92 % pour Nicolas Sarkozy ; 25,02 % pour Ségolène Royal ; 14,88 % pour François Bayrou.

³ Nicolas Sarkozy : 29,30 % ; Ségolène Royal : 24,83 % ; François Bayrou : 15,64 % ; Jean-Marie Le Pen : 13,83 %.

En effet, analyser de l'intérieur d'une section locale du FN les causes de l'échec de son candidat à la présidentielle de 2007, et dans une situation de concurrence inédite sur le versant le plus à droite de l'échiquier politique, nous semble un bon moyen de renouveler l'approche scientifique de l'extrême droite. Justement : comment les partisans du FN se comportent-ils *concrètement* face aux candidatures qui se positionnent sur le même credo politique que leur propre représentant, Jean-Marie Le Pen ? Il s'agit pour nous de mettre à nu les ressorts de la participation politique au bénéfice de celui-ci dans une conjoncture de rivalités exacerbées, où s'entrecroisent logiques nationales et locales. D'où notre souci d'étudier les « politiques de conviction » et les « stratégies de persuasion et d'auto-persuasion » mises en œuvres par ses soutiens. Nous nous intéresserons plus particulièrement aux « néo-frontistes », personnes qui ont adhéré soit peu de temps avant, soit peu de temps après le 21 avril 2002, et qui sont restées au FN. Mais nous ne négligerons pas non plus, celles et ceux qui, peut-être à partir de motivations et sur un mode différents (notre étude nous l'apprendra), ont pris leur carte en 2005-2006, voire pendant la campagne électorale même de 2007.

Dans cette recherche des causes de la défaite, nous distinguerons deux arcanes essentielles :

- l'effet paradoxal du 21 avril
- une forme de division interne du FN, qualifiée de « balkanisation », qui n'est certes pas nouvelle mais prend, dans le contexte de la période 2002-2007, un tour dangereux pour ce parti.

I. La « malédiction du 21 avril » ?

Avant-propos : explication méthodologique

Nous avons procédé à un travail de sélection, compte tenu du fait que nous rencontrons régulièrement plus de 66 personnes, mais seules ces 66-là peuvent être considérées comme de véritables « néo-frontistes », à la fois actives et surtout inconditionnelles. Bien entendu, elles ne sauraient refléter à elles-seules l'ensemble de la Fédération à laquelle elles appartiennent, mais plutôt un fragment significatif de celle-ci, au point de constituer une minorité audible autant que visible.

A. Un résultat paradoxalement démobilisateur : la restriction des ressources lepénistes

Les élections de 2002 présentent un aspect paradoxal pour le Front national. Les médias se sont focalisés sur le score obtenu le 21 avril et l'accès au second tour face à Jacques Chirac. Un tel résultat est interprété comme une évidente victoire pour le parti nationaliste, tant il est communément admis qu'un mouvement extrémiste, minoritaire par définition, ne pouvait espérer accéder un jour au second tour de la principale compétition électorale – du moins est-elle vue ainsi par l'opinion publique⁴. Le résultat du second tour, décisif puisque celui qui détermine l'identité du chef de l'Etat et attribue les rôles de vainqueur et vaincu, est ensuite

⁴ Ce caractère est en effet discutable, puisqu'en la matière le débat subsiste entre tenants de l'élection présidentielle et ceux des élections législatives, lesquelles peuvent mener à la neutralisation du chef de l'Etat, en cas de cohabitation, et permettent alors au gouvernement dirigé par le Premier ministre de réellement déterminer la politique de la Nation, comme les articles 20 et 21 de la Constitution le prévoient.

moins étudié, moins commenté : définitivement, le résultat du FN s'apprécie à l'issue du premier tour, comme une victoire symbolique. La défaite du 5 mai 2002 est occultée, tant il était admis que Jacques Chirac, devenu candidat unique de la quasi-totalité des forces politiques⁵, ne pouvait perdre ce second tour. Dans la foulée, le résultat frontiste (moyen au regard des élections précédentes, *supra*) aux élections législatives de juin 2002 est lui aussi relativement éclipsé par la victoire de l'UMP. Définitivement, 2002 ne désigne pour les observateurs du FN que « le choc du 21 avril », moment de gloire du parti et de son leader.

C'est encore à la lumière de ce 21 avril que commentateurs, médias, observateurs et citoyens se livraient au jeu des pronostics dans la perspective des élections présidentielles de 2007, ou plutôt se gardaient de toute prévision trop établie : le souvenir de la surprise de 2002 restait trop vif. Depuis, les émeutes de banlieue en 2005, les querelles chiraco-sarkozystes au sein de la majorité sortante, les divisions du PS (manifestées lors de la désignation du candidat) pouvaient favoriser un nouvel exploit électoral du charismatique président du FN. Et ce même si le « 3^{ème} homme annoncé » avant le premier tour était François Bayrou, et non Jean-Marie Le Pen, comme c'était le cas à quelques semaines du premier tour de 2002. Celui-ci n'avait-il pas, comme souvent, appris aux citoyens à se méfier des sondages ? Enfin, la certitude de rééditer l'exploit, régulièrement proclamée par Jean-Marie Le Pen lui-même, achevait de brouiller les pronostics : un nouveau « bon score », équivalent en voix à celui de 2002 paraissait d'autant plus à portée du « Menhir » que son rival de 2002 Bruno Mégret (2,34%) s'était cette fois rallié à lui avant le premier tour (« alliance patriotique »).

Or, si le 21 avril 2002 a fait oublier le 5 mai, c'est assez clairement cette dernière date que nombre de soutiens frontistes (électeurs surtout) ont retenue. Les 17,79% obtenus au second tour sonnent comme un cruel aveu d'impossibilité pour le FN et son leader à accéder à la magistrature suprême, et surtout à remporter une élection majeure. Passée l'euphorie du soir du premier tour, la défaite sans appel d'un leader vieillissant – qui espérait, de son propre aveu atteindre les 30% - frappe durement les adeptes frontistes. Brisant le mythe (diffusé par le FN lui-même) d'un parti en pleine ascension et proche de l'accès au pouvoir, le 5 mai 2002 marque la prise de conscience de l'isolement du FN. En cela résident les motifs d'une déperdition de voix aux élections législatives peu après. Visible en 2002, le phénomène est massif en 2007, dans l'électorat, et décelable dans l'entre-deux cycles électoraux.

En effet, depuis 2002, Jean-Marie Le Pen voyait une restriction de son volume de ressources, due en grande partie à la séduction opérée par Nicolas Sarkozy sur l'électorat frontiste.

En 2002 comme en 2007, c'est au profit de l'UMP ou de l'abstention que le FN a perdu des suffrages entre présidentielles et législatives. En 2007, le phénomène fut amplifié par l'absence de Jean-Marie Le Pen au second tour : le vote législatif suivit la tendance entamée avant même le premier tour présidentiel et amplifiée après celui-ci, et qui portait les électeurs frontistes vers Nicolas Sarkozy et l'UMP.

Il a été souvent annoncé, en 2007, que Nicolas Sarkozy avait « siphonné » l'électorat de Jean-Marie Le Pen en reprenant les principaux thèmes du discours frontiste (immigration, insécurité, identité nationale, chômage et précarité, exclusion sociale). En fait, plus que le

⁵ Seule ou presque, Lutte ouvrière refusa d'appeler ses électeurs à reporter leurs suffrages sur le président sortant. Celui-ci obtint 82,21% des suffrages exprimés, contre 17,79% à son adversaire.

contenu du discours lui-même, c'est sur la forme que Nicolas Sarkozy a convaincu des électeurs du FN.

Mais un tel résultat n'a pu être atteint qu'à la suite de plusieurs facteurs, dont l'un au moins résulte du FN lui-même.

1. Un repositionnement finalement fatal au FN

Depuis 2002, le FN sous l'impulsion de son leader s'est présenté comme le parti de la « vraie droite » ou de la « droite nationale », dans la perspective de capter l'électorat de droite classique déçu par la présidence Chirac. Cette opération faisait partie intégrante de l'entreprise de « dédramatisation » du FN et son chef. Or, ce faisant, le FN prenait le risque de se « banaliser » en se situant en rivalité avec la droite classique, alors même que celle-ci voyait émerger un nouveau leader charismatique, Nicolas Sarkozy. Paradoxalement, c'est par ses prises de position mêmes que le FN favorisa à terme son adversaire.

D'un autre côté, l'électorat de la gauche, notamment de la gauche populaire, a signifié aux régionales, aux européennes, et lors de la consultation référendaire du 29 mai 2005, qu'elle attendait avec impatience le retour de la gauche au pouvoir exécutif, et qu'elle se mobiliserait alors à nouveau pour obtenir ce résultat. La bipolarisation renforcée par le « choc » du 21 avril 2002 nuisait donc à l'extension de l'audience frontiste.

Deux atouts bénéficièrent ensuite à Nicolas Sarkozy dans sa captation d'une partie de l'électorat frontiste.

2. la ressource institutionnelle : ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy s'est doté dès 2002 d'une image d'homme à poigne, ne transigeant pas avec les délinquants (formule du « karcher pour nettoyer les banlieues des racailles »).

Sur l'un des thèmes majeurs du discours frontiste, la sécurité, N. Sarkozy bénéficie de la posture du « sortant », ayant été confronté à la réalité des affaires et ayant en quelque sorte « fait ses preuves », alors que le leader frontiste reste perpétuellement cantonné dans la dénonciation et l'opposition.

3. le thème de la « rupture », pourtant paradoxal pour qui appartient au gouvernement en place depuis 2002, presque sans interruption. Or, ce thème était lui aussi de nature à séduire un électorat habitué à la dénonciation de « l'establishment » et du « tous pourris ». Or, là encore, l'argumentaire traditionnel du leader frontiste se retourne contre lui. Jean-Marie Le Pen, mis à part dans quelques phrases de quelques discours prononcés ici ou là depuis 2002, montre peu d'attention à l'encontre des catégories populaires. Contrairement à ce qu'il annonce (« être le candidat des mécontents »), il apparaît lui, personnellement et clairement (il y a des nuances avec le programme du FN, dirions-nous davantage à l'écoute des exigences sociales des moins favorisés et des classes moyennes) comme le candidat de l'« establishment » : il est pour la suppression de l'impôt sur les grosses fortunes, pour la suppression de l'impôt sur le revenu du travail (ceux qui paient cet impôt ne sont pas tous des riches, des favorisés, mais en tout cas les personnes pauvres ne paient pas cet impôt), pour la suppression de toutes les charges sociales concernant les entreprises et les patrons, il ne soutient pas les salariés du public et du privé lorsqu'ils manifestent ou lorsqu'ils sont en passe d'être licenciés, il n'a pas fait du logement (notamment social) une de ses priorités, il affirme être libéral et pour l'économie de marché, il n'a aucune sympathie pour les altermondialistes, n'a pas de « plan B » concernant l'Europe, il

s'est en outre repositionné à droite (pour ne pas dire à l'extrême droite) avec l' « Union patriotique » qu'il appelle de ses vœux (Mégret, De Villiers, Dupont-Aignan...), il ne prononce plus le slogan phare du FN entre 1994 et 2001 (« ni droite, ni gauche, front national »)...

Face au constat, ancien, d'un décalage entre classe politique et électorat, un candidat tel que François Bayrou a essayé de jouer sur les réactions « anti-système » de l'électorat, dans la perspective d'incarner une troisième voie entre gauche et droite, socialisme et libéralisme, mais qui équivaut à l'union des courants traditionnels.

En revanche, Nicolas Sarkozy avec la rupture, avance une perspective de sortie de crise. Il a été montré hier que celle-ci, en fait, était plus incantatoire que réelle, mais elle a réellement influé sur l'électorat frontiste. C'est en reprenant ce thème, situé dans une certaine radicalité plutôt que dans la traditionnelle « ouverture au centre où se gagnent les élections », que Nicolas Sarkozy a pu capter une frange importante des électeurs lepénistes.

Dans une élection aussi éminemment personnalisée et nationalisée que l'élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen voyait donc surgir sur ses terres la candidature de N. Sarkozy. Celle-ci amenait alors un rétrécissement du FN sur sa base partisane (par « aspiration » des électeurs) alors qu'au contraire, les trois principaux candidats élargissaient par leur thématique et la logique de vote utile, leur base de départ (« partisane »).

On assiste donc à une rigidification des frontières frontistes, s'opposant à la porosité des frontières de l'UMP, du PS ou de l'UDF, puisque ces partis voient une interpénétration de leur base et de l'opinion publique, parfois en transcendant les clivages traditionnels (gauche-droite).

Comme signes de cette séduction opérée sur l'électorat FN, on retiendra ici deux remarques :

- au second tour, les adhérents frontistes, malgré les consignes officielles de leur leader, sont nombreux à ne pas résister aux sirènes sarkozistes.

Glisser à nouveau un « bulletin Le Pen » ou une photo du Président du FN dans l'enveloppe prévue pour le scrutin du 6 mai, semble correspondre à l'acte d'allégeance le plus parfait au « frontisme ». D'ailleurs dès le 22 avril, la plupart des partisans locaux du FN - sans doute 55 % - avaient opté pour cette solution ou pour l'abstention (ils avaient déjà pu émettre cette opinion avant la tenue du premier tour, en se posant le cas de l'élimination de leur favori). On peut décomposer ce pourcentage de 55 % entre approximativement 20 % d'abstentionnistes et 35 % de « votes nuls ». 5 % de notre panel préférant Ségolène Royal dans l'idée de « précipiter le chaos » en France. 40 % choisirent *a priori* Nicolas Sarkozy même si seulement 10 % avouèrent ce vote aux leurs. Ce fut le cas notable de Max, un des deux conseillers municipaux FN (de l'opposition) de la ville de Lomme.

Bien entendu, tous les « frontistes » ne suivent pas la « ligne » définie, mais ceux qui l'enfreignent ne l'avouent pas. 2 néo-partisans seulement sur 66 nous ont avoué, dans des conditions particulières, avoir voté pour Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle.

D'autres, rares également, nous ont fait part de précisions relatives aux intentions de vote de leurs proches. Ainsi, le 2 mai dans la matinée, nous recevions un mail de René, complètement effondré depuis le résultat du 22 avril. En voici des extraits parmi les plus marquants qui

devraient éclairer le lecteur sur la « fabrication » des intentions de vote au premier tour, mais aussi sur les intentions de reports de voix « frontistes » au second tour de la présidentielle : *« bref autour de moi des gens se sont orientés (au premier tour) vers N. Sarkozy alors qu'ils sont pour la politique du FN. Ils semblent plus attirés par la séduction de l'homme (plus jeune, plus médiatique, beau parleur...) que le fond de ses idées pour gouverner (et) par ailleurs faire barrage aux socialistes les motivent. (C'est) pour ça qu'ils n'ont pas pris le risque de voter JMLP. J'ai pris le temps de sonder les personnes auprès desquelles j'ai milité (13 pers.) : 7 pour Sarko, 4 pour JMLP, 1 pour Chivardi, 1 pour Voynet. Pour le 06 05 07, pour moi c'est l'abstention (...) par conséquent ni droite-gauche ».*

- Nous l'avons signalé en introduction, en matière de résultats électoraux, dans le département du Nord, Jean-Marie Le Pen ou le FN se distinguent toujours par des performances meilleures que leur moyenne nationale. Lors des élections régionales de mars 2004, dans ce « bastion socialiste », la liste conduite par Carl Lang (FN) parvenait en seconde position, devant la liste de Jean-Paul Delevoye (UMP), signe que le Nord-Pas-de-Calais persiste à être une terre d'élection pour la formation de J.-M. Le Pen, et même une terre d'enracinement, même si à Lille et dans les grandes villes de sa métropole, les représentants du FN peinent à s'implanter durablement. Ainsi, la preuve en est qu'à Roubaix, Tourcoing ou Wattrelos, dans des circonscriptions qui lui sont depuis longtemps favorables, si ses candidats à la députation ont bien résisté en juin 2007, pour autant ils n'ont pas été épargnés par le reflux mesuré au niveau national (notamment par un transfert de voix vers les candidats de l'UMP) et accentué par la bipolarisation accrue de ce scrutin. Le net recul de l'influence de l'organisation frontiste dans des communes comme Dunkerque, Armentières, Villeneuve d'Ascq, Hellemmes, ou Lomme, relègue le FN à son étiage du début des années 90.

Bref, on constate le dur réveil des adhérents au soir du premier tour des présidentielles, suivi des conséquences lors des législatives. Cela montre bien qu'ils n'eurent guère conscience avant le 22 avril de cette séparation d'avec l'opinion.

B. Une base militante en décalage avec l'opinion

L'omniprésence du chercheur au « Front » lui permet de voir directement l'impact de certaines pratiques ou de certains événements personnels ou collectifs, sur l'évolution de l'intégration de chaque « néo-arrivant ». Il lui sera plus aisé de décrire les effets directs ou différés par exemple de la participation à un collage, sur l'esprit de parti ou l'état d'esprit personnel du « néo-frontiste ». Le chercheur sera plus sensible au *feed back*, car il sait par quelles phases l'engagé est déjà passé.

Or, alors que son candidat se vante très souvent d'avoir eu raison avant tout le monde⁶, bien avant tous ses autres adversaires, d'avoir annoncé, sûr de lui, ce qu'il appelle les « catastrophes » et les « fléaux » (immigration galopante, chômage de masse, mondialisation...) qui allaient frapper la France de plein fouet durant les vingt dernières années (1986-2006), y a-t-il pour un partisan du FN (électeur, sympathisant, adhérent le moins impliqué) une place pour le doute quant au succès de son candidat (à savoir : se retrouver au second tour pour la seconde fois consécutive) ?

⁶ Nous devrions même écrire : « raison *contre* tout le monde et avant tout le monde ».

A priori, « non », serait-on tenté d'affirmer. En effet, pour plusieurs des personnes rencontrées, sans constituer une nette majorité, leur éveil au « frontisme » s'est réalisé à l'adolescence. Donc c'est un souvenir très ancré, durable, vivace, symbolique. Ce fut le cas de Maxime comme de Bertrand. Marc Swyngedouw, qui a étudié le *Vlaams Blok* néo-fasciste devenu *Vlaams Belang* (Belgique), écrivait que « c'est une grande erreur que de croire que ces gens vendent uniquement de la haine. Ils vendent aussi de l'utopie »⁷. L'analogie entre une œuvre de Jean Raspail d'un côté et les propos tenus par les militants ainsi que les discours de Jean-Marie Le Pen de l'autre, témoignent d'une variable culturelle indéniable dans la socialisation des « primo partisans » au « frontisme ». Il suffit par exemple de constater qu'un livre comme *Le Camp des Saints* se passe de génération en génération au FN, et dont la lecture est vivement recommandée aux « primo partisans » de cette organisation politique (à commencer par les étudiants, les lycéens, et les jeunes adultes). L'analogie entre les propos tenus dans la réalité par Jean-Marie Le Pen et son parti d'un côté, et des passages entiers de ce roman de l'autre, n'y est sans doute pas pour peu dans le souhait d'une transmission des valeurs « de la droite de la droite ».

On ne peut dès lors faire autrement, à notre sens, que de tenter d'appréhender cette construction idéologique - l'adhésion aux idées du FN - du point de vue de sa logique interne. Ce qui implique de nous orienter plutôt vers une sociologie privilégiant l'étude des manifestations de la subjectivité des acteurs sociaux⁸.

Dans cette vie en vase clos on pouvait lire assez précocement l'échec à venir du candidat Le Pen à l'élection présidentielle. En effet, ce qui nous a notamment frappé chez ces « primo partisans » c'est leur absence de réflexion sur toute une série de questions que nous résumerons ici brièvement et que nous posons, dans le cadre de nos entretiens, dès le mois de janvier 2007. Nous faisons d'abord remarquer à nos interlocuteurs qu'aux élections européennes du 13 juin 1999, la liste conduite par Jean-Marie Le Pen n'avait recueilli que 5,69 % des suffrages exprimés (contre 10,54 en 1994, 11,46 en 1989, et 10,68 en 1984, à une élection qui pourtant lui réussit bien). On peut expliquer cette contre-performance par la présence, à l'époque, d'un candidat comme Bruno Mégret. Depuis le début de la campagne présidentielle que nous suivons, Nicolas Sarkozy semble à même au moins de priver Jean-Marie Le Pen d'un tiers de ses électeurs. Le risque existe. Qu'en dites-vous ? Il suffit qu'une personnalité crédible, sur le même discours, dispute les voix de Jean-Marie Le Pen et du FN, pour que Jean-Marie Le Pen et le FN reculent ? On a le sentiment que les Français peuvent très bien préférer la « copie » à « l'original », en ce sens qu'il y a un peu de nouveauté en préférant la « copie » ? (de faire du Le Pen sans Le Pen). D'ailleurs, si un candidat n'est pas propriétaire des voix des électeurs, est-il par contre propriétaire des idées qu'il défend ? Puisque Jean-Marie Le Pen comme les partisans du FN parlent de Jean-Marie Le Pen et de leur parti comme représentant l'« original ». En gros : est-ce que quelqu'un, de connu ou d'inconnu le plus souvent, qui énonce les mêmes idées que Jean-Marie Le Pen et que le FN, est forcément « lepéniste », « frontiste », ou a vu son esprit « lepénisé » ?

⁷ Mark Hunter, *Un Américain au Front : enquête au sein du FN*, Paris, Stock, 1998, p. 138.

⁸ Pour rebondir et compléter sur la critique effectuée par Annie Collovald, de l'utilisation du terme « populiste » pour qualifier le FN : A. Collovald, « Populisme : la cause perdue du peuple » in Frédérique Matonti (dir.), *La démobilisation politique*, op. cit.

Par conséquent, une interrogation sceptique sur cette prétendue vérité « Jean-Marie Le Pen capable d'être au second tour » est toujours justifiée par un fait – événement, incident, sentiment – qui, la contrariant ou la démentant, appelle quelque éclaircissement.

En principe, une séquence électorale est le moment où justement on ne devrait déceler aucun signe extérieur d'affaiblissement du soutien au candidat ni aucune/et aucune expression de division interne. Ce moment fort, médiatisé, peut-être même le plus fort et le plus médiatisé dans la vie démocratique des sociétés occidentales modernes, qu'est l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, apparaît au contraire pour n'importe quel parti (le FN en l'occurrence) comme un moment de cohésion qu'on affiche pour mobiliser les soutiens extérieurs en sa faveur. Suggérer que cette période peut être menacée par l'expression, même timide, de doutes, d'un manque de confiance dans les forces du candidat « frontiste » et dans ses propres forces à renverser une tendance défavorable, c'est soulever une hypothèse inédite sur *ce que pensent les partisans du FN*, et élargir la focale sur ce que *représenter en politique veut dire*. Les « frontistes » doutent-ils de la capacité de leur leader à réitérer « l'exploit de 2002 » ?

Nous pouvons émettre plusieurs hypothèses et un constat : l'absence de « doutes » chez les partisans locaux de Jean-Marie Le Pen, pendant l'immense majorité du temps de la campagne présidentielle. Pourtant, selon nous, le doute demeure nécessaire à de salutaires remises en cause, notamment stratégiques. Ne pas entendre les interrogations qui proviennent de son environnement, c'est se condamner à l'isolement, au jusqu'au boutisme d'une stratégie peu assurée, aux œillères, et constitue surtout une erreur funeste (on pourrait en dire autant de la campagne de Marine Le Pen à Hénin-Beaumont pour les municipales de mars 2008, ou de celle de Lionel Jospin en 2002). En 11 mois de campagne, extrêmement rare voire inexistant fut le partage de doutes extérieurs au FN par des partisans plus habitués à en fréquenter l'intérieur.

Pour le vérifier, nous avons été amenés à apprécier les écarts d'attitude et de langage entre un affichage officiel et collectif souhaitant faire de cette campagne un événement qui devait faire date (une campagne de *challenger*), et la réalité des discours et des conduites individuels circulant au sein du FN.

Les partisans de celui-ci ne doutaient pas face aux différents messages extérieurs (sondeurs, politologues, journalistes, chercheurs, adversaires politiques, simples citoyens...). Ils n'exprimaient pas clairement ces doutes. Ces derniers, s'ils existaient dans la sphère privée, ne se traduisaient pas par des comportements « hérétiques », des *absences* par rapport à un soutien dont on s'attendrait à ce qu'il demeure indéfectible.

C'est donc bien un constat de décalage entre électeurs (en diminution depuis 2002) et adhérents (gardant confiance) que l'on doit dresser. Dans ce décalage se trouve l'une des clés de la double défaite de 2007. Une autre réside dans l'affaiblissement de l'unité du FN, due à une diversité grandissante des univers symboliques et idéologiques des adhérents, que la référence au leader ne suffit plus à masquer et homogénéiser.

II. L'effritement d'une force politique originale

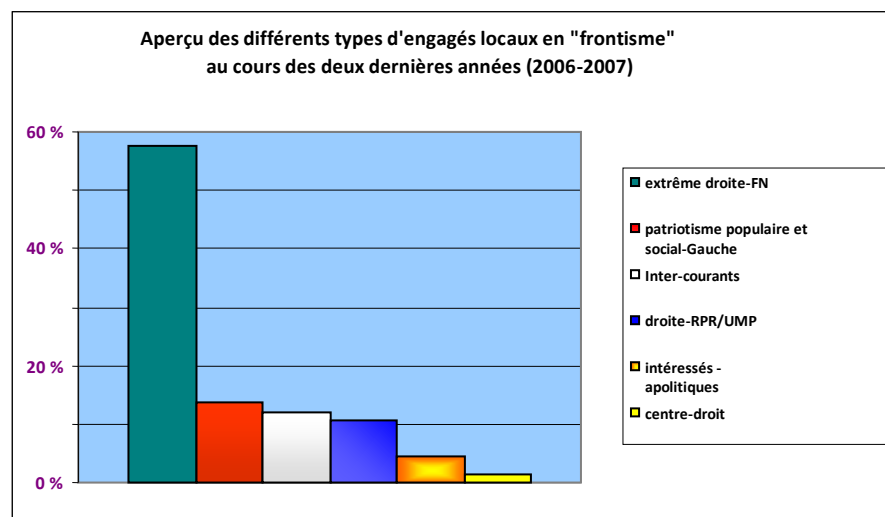
La diversité de l'électorat ou des adhérents du FN n'est plus à démontrer. En l'occurrence, nous établirons que les défaites de 2007, celle de la présidentielle en particulier, sont non seulement contenus dans les événements, la façon de faire campagne, mais aussi et surtout dans la sociologie des « néo-partisans » de ces 5 dernières années. Nous confronterons à la réalité l'idée selon laquelle le moment de la campagne présidentielle représente la conjoncture où les membres de l'organisation s'investissent le plus. En outre, nous nous demanderons si ce moment correspond bien à un rapprochement réussi de militants, adhérents, et sympathisants aux profils socio-politiques différents. En effet, en temps ordinaire, les partisans du FN s'éclatent en des mouvances ou des courants épars voire divergents, et se retrouvent en lutte constante pour une plus grande reconnaissance par le public extérieur au parti comme par ses instances internes de direction.

Nous montrerons que bien qu'ils fassent souvent preuve d'inventivité, ces nouveaux « frontistes » agissent en ordre dispersé, en rangs clairsemés, et souffrent toujours de la diabolisation de leur parti, même si l'image de leur candidat présidentiel semble avoir bénéficié d'un *statu quo* par rapport à ce qu'elle était pour le second tour du 6 mai 2002. Pour autant, la diversité constatée au sein des adhérents est de nature à créer une perturbation de la diffusion du message frontiste.

A. Une diversité affaiblissante ?

1. L'hétérogénéité constante des frontistes (2002-2007)

A partir des divers éléments en notre possession, et par une volonté de regroupements cohérents, nous sommes en mesure de présenter une tentative de restitution de la richesse des profils d'« engagés » rencontrés au niveau d'un territoire bien circonscrit. Nous avons essayé de rapprocher les trajectoires de ces partisans autour de six catégories définies par nos soins. Ainsi répertoriés, les « néo-frontistes » rencontrés servent d'exemples à cette mise en perspective d'un nouveau mode d'adhésion au FN.



Les engagés « d'extrême droite-FN » (38 personnes, soit 57,58 %)

Les engagés « de la droite de gouvernement » (10,6 %)

Les engagés « patriotisme populaire et social » (13,63 %)

Ils sont marqués par de sincères et vraies valeurs de gauche (égalité des chances, justice sociale, défense des droits acquis). La « solidarité » n'est pas absente de leur vocabulaire même si pour les trois quarts d'entre eux « elle doit uniquement se pratiquer entre Français ». De ce fait, ils correspondent le plus à une partie du slogan du FN (« populaire et sociale ») même s'ils rejettent toute catégorisation de droite et ne partagent pas les idées de profit, de libéralisme, et de mondialisation. Ce sont les déçus de la gauche, en particulier du PCF (6 personnes). Certains ont été socialisés aux valeurs de gauche jusqu'à l'âge adulte ; et pour moitié, ils militaient dans un parti. C'est ainsi que depuis 1983, date de sa majorité civique, René porte en lui les topiques que nous venons de citer. Nous l'avons rencontré le 5 janvier 2007, après son licenciement de l'entreprise *Québécor*, imprimerie *off-set* qui a déposé le bilan peu de temps avant le premier tour de l'élection présidentielle. René a vu ses parents se séparer (son père est parti) quand il était à peine âgé de 18 mois. Ce sont ses grands-parents qui l'ont élevé. Or il se trouve que son grand-père était communiste, membre du PC même, mais insistera René, « communiste » dans « le sens de prolétaire, avec des valeurs, de se battre avec le patron, d'être solidaire, social ». On pourrait dire que René s'est vu inculquer des valeurs de gauche. D'ailleurs son discours est le suivant : « j'ai adhéré au FN, pas pour adhérer à un parti, ni parce que je serai d'extrême droite, mais parce qu'en ses temps où la société ne va pas bien du tout à cause de la mondialisation et du libéralisme, il faut je pense être patriote ». Son discours sera effectivement, à plusieurs reprises, anti-mondialisation, anti-libéral. René « colle » parfaitement, de ce point de vue, au discours de J.-M. Le Pen lors de la réunion des « BBR 2006 » : la lutte contre « la construction libérale du Monde », la « mondialisation », est devenue un des terrains à investir depuis 2002, le cheval de bataille discursif du FN à compter des années 1995-96.

Les personnalités « inter-courants », au besoin ostentatoire d'être constamment actives

A cheval sur plusieurs positions de l'échiquier politique, les assumant parfois les unes après les autres : leur créneau est davantage l'action. Leur activisme forcené prime sur l'idéologie ; et dans ce cadre, leur travail de terrain se tourne prioritairement vers les exclus, les classes populaires, et les habitants qui ont l'impression d'être abandonnés dans leurs cités.

Par exemple, Vincent Chabrand est un acteur « inter-courants » (passé par le PCF sans y être actif, puis l'UMP). A 16 ans, il a découvert le PCF, sur sa demande, en étant introduit par son beau-père, membre du parti et syndiqué à la CGT. Par contre, il n'y a absolument pas accompli le travail qu'il accomplit au FN, c'est-à-dire militer. Il s'est ensuite rendu, pendant un an également, à l'UMP. Il était pour le CPE (Contrat Première Embauche) car dit-il « un jeune au chômage, tu lui proposes un CNE (Contrat Nouvelle Embauche) ou un CPE, comme il galère c'est mieux que rien ! ». « Moi j'aurais accepté un CPE si cela m'avait été proposé », assure-t-il. Il travaille depuis l'âge de 15 ans et se revendique comme « pauvre ». Vincent est même allé, le samedi 5 mai 2007, féliciter les organisateurs et les manifestants du Collectif « Comité 59 des sans papiers » (basé à Lille-Fives où réside Vincent) qui défilaient dans les rues de Lille, pour, dit-il : la réussite de leur manifestation ; la façon dont ils défendent leur cause ; et surtout, le respect qu'il a de ces étrangers, illégaux ou non, qui veulent s'installer en France pour y vivre et y travailler. Il les a assuré de sa totale compréhension...mais n'a pas décliné son identité partisane. Mis à part Maxime Des., qui timidement, concède qu'il fallait soigner les « sans papiers » avec l'Aide Médicale de l'Etat français, nous n'avons rencontré personne au FN qui soit comme Vincent, c'est-à-dire pour la défense des étrangers même illégaux. Est-ce par homologie de position, qu'il se sent proche de ces précaires, placés dans une situation

qui n'est pas sans rapport avec la sienne propre ? Pour une part certainement. En fait, il est difficile pour Vincent de donner une conclusion politique à sa pensée et à sa démarche : il n'est certes pas pour encourager l'immigration (il préférerait que la France « ne pille pas les futures élites de ces pays d'Afrique », et en cela se cale parfaitement sur le discours officiel distillé par la direction nationale de son parti) mais il n'est non plus pour qu'elle soit stoppée, reconnaissant en outre au passage que la France se trouve face à une pénurie de main-d'œuvre dans bon nombre de métiers manuels.

Les engagés « intéressés » (matériellement, financièrement, statutairement)

Un engagement, pensé comme pragmatique, marqué par l'apolitisme ou une culture de gauche très peu ancrée, pas du tout assurée. Il ne se décline pas sur des propositions racistes grossières mais plus sur des sentiments envieux envers les étrangers et « toutes les personnes supposées issues du monde arabo-musulman » (Lecoeur, 2007 : 65), qui pourtant, pour la plupart, vivent dans un même contexte, un même environnement, et la même réalité. Ils attendent du FN plus un bien matériel qu'un bien symbolique (et dans ce cas : davantage une reconnaissance au sein d'un groupe faisant figure de « phratrie », que la victoire de ses candidats). Il est vrai que pour au moins trois des « néo-arrivants » rencontrés, le « frontisme » représente sans ambiguïté l'ultime recours avant d'envisager sérieusement des actions désespérées ou illégales. Les conditions d'énonciation de ces sombres desseins ne nous ont pas incités à les prendre - intégralement - au second degré :

« J'espère qu'il [J.-M. Le Pen] les aura [les 500 parrainages d'élus], parce que s'il ne les a pas [...] et que Le Pen demande d'aller dans la rue, avec je ne sais pas moi des...battes de *base ball*, ou des barres de fer, je casse tout ! [...] s'il [nous] appelait au meurtre, là, pour un truc comme ça, tu vois je le dis franchement hein, (...) c'est anti-démocratique, au plus haut point, si Le Pen appelle au meurtre, je vais dehors, je ne sais pas ce que je fais...euh, tuer » (une militante, retraitée de 61 ans, 25/09/06).

Il découle de cette catégorisation que ce qui ressemblait déjà à une gageure avant 2006 (*faire coexister différentes factions d'extrême droite à l'intérieur de l'organisation*) risque de se compliquer encore plus sérieusement après 2007 (*concilier ces courants d'extrême droite à des partisans venant de toutes les sensibilités politiques*) ; d'autant plus que les chemins de la socialisation aux valeurs partisans du FN et de l'adhésion en actes, passent davantage par une « réaction » à des événements comme l'expression de la prétendue « puissance de la police de la pensée (unique) » qui s'illustrerait notamment, aux dires des « primo partisans », dans « les procès intentés à Bruno Gollnisch qui, lui, œuvre pour la liberté d'expression, de recherche... » – ou la « corruption du système politico-judiciaire » dont le dernier exemple en date serait l'« affaire EADS » – que par les bilans ou actions des élus frontistes même au niveau local que peut-être 10 % au plus de notre panel connaissent. Par extension, nous ferons ainsi remarquer que nous n'avons rencontré que sept personnes pour qui le « soulèvement » des banlieues n'a eu aucune influence intrinsèquement mobilisatrice en faveur du FN :

- Annabelle, 20 ans, qui a habité dans un « secteur chaud » de Roubaix entre 1987 et 2005, où cette voie de fait était coutumière comme elle nous le fera remarquer ;
- trois militants (Vincent Chabrand, Yohan et Jonathan Desbiens) du « quartier sensible » de Lille-Fives, chez qui nous avons décelé le moins d'allusions ethnocentristes et n'avons jamais entendu le moindre propos raciste ;

- Alain Mo. qui vit dans un appartement de la « Tour Kennedy » à Loos, se situant à l'intérieur d'une cité réputée dangereuse : « les Oliveaux ». Il tient même des propos dissonants par rapport à l'ensemble des « primo partisans », et transgressifs au regard de l'orthodoxie frontiste :

« Pour des personnes, ce qui gêne c'est l'Arabe, moi personnellement c'est le mec en treillis [...]. C'est dans le cadre d'une "mutation" du Front national [que prend place] cette question. Parce qu'on ne peut pas faire sans. Le Front national ne peut pas dire "on refuse les adhésions des Arabes", il ne le peut pas. (*sourire*) C'est discriminatoire, c'est anti-constitutionnel, il ne le peut pas. [...] Et forcément, un jour ou l'autre, il y aura des Arabes [qui] vont arriver qui voudront adhérer. A bon escient ou à mauvais escient. (*rire*) Moi je serais à leur place, j'adhérerais au Front national pour infiltrer et foutre la merde (*rire*). Si j'étais à leur place, des Arabes. Ah ouais ! Il y aurait 50 mecs arabes qui adhèrent au Front national sur Lille, ils foutent la pagaille ! (*rire*) [...] Ils mettent tout à sac. Ils sont cons de pas le faire, moi je serais à leur place je le ferais ! (*rire*) » (03/07/07) ;

- Jacques Deschamps (Trith Saint-Léger, candidat sur la « liste Carl Lang » aux régionales de mars 2004), militaire de carrière en retraite, et membre du DPS, se vexera même alors que nous ne lui posions pas la question de savoir si le FN était un parti raciste :

« - Q. : Ce que j'aimerais savoir, par exemple vous, vous vous placez sur quelle place de l'échiquier politique ? Est-ce que quelqu'un qui vous dit comme ça, dans une discussion amicale, "oui, mais toi, Jacques tu es d'extrême droite"... ?

- Jacques : Jamais ! ...jamais. Et je vais vous dire, Monsieur, j'ai "le grand Or humanitaire", "grand Or philanthropique", "Chevalier du mérite du sang"... (...) D'ailleurs, mes cheveux dressent sur ma tête. (...) Ancien sous-officier de l'armée de l'air, dix-huit mois à Tahiti. (...) parce que, ce que les gens pensent c'est tout à fait faux. Et j'ai été photographié avec Miss TOGO, je peux vous faire voir. (...) Actuellement, nous aidons le Bénin, mais je veux les aider chez eux. (...) C'est tout à fait différent de ce que les gens peuvent croire (...). J'ai inauguré une salle avec le Consul du Maroc. (...) Si un jour on me dirait que j'ai été raciste, je vous ressorts des photos. (...) j'ai travaillé pour le "secours français" (...). Alors, je m'installe dans une salle, je fais voir tous les diplômes aux gens, ils vont tous tomber par terre ».

- et enfin, Alain Lo., 49 ans, la santé atrophiée, moralement épuisé par les démarches visant à obtenir la garde de son fils (né d'une union avec une Algérienne décédée il y a 2 ans et demi) que sa belle-famille a désormais - selon la perception d'Alain - sorti du territoire français, qui ne quitte qu'épisodiquement son appartement HLM situé en « zone à risques » au *Fort de Mons* (à Villeneuve d'Ascq).

2. Un renouvellement des motivations à adhérer et à s'agréger (sympathisants) qui tarde à se profiler

Si la promotion soudaine de Marine Le Pen sur le devant de la scène politico-médiatique depuis 2002, s'est révélée exponentielle dans ses apparitions, elle n'a pas entraîné de bouleversement dans la hiérarchie des raisons qui poussent à se rapprocher du FN voire à y prendre sa carte. Ainsi, au terme de notre étude empirique⁹, d'après un effectif certes restreint mais complété par des discussions régulières avec l'ensemble des acteurs rencontrés pendant

⁹ Avec notamment 43 entretiens, d'une heure et demi à quatre heures selon les personnes, sans compter les multiples discussions informelles, et les rencontres fortuites.

pratiquement un an et demi, les neuf origines principales motivant l'engagement des nouveaux « frontistes », par ordre décroissant d'importance¹⁰, sont :

1. Le rejet d'une immigration extra-européenne, couramment teinté d'une islamophobie à « fleur de peau » est prégnant pour 56, soit 84,8 %.

Le spectre de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, même comme dénouement d'une échéance lointaine, hante plus d'un tiers de notre cohorte. Les nouveaux partisans sont presque aussi prolixes que les « frontistes » de longue date (les militants, les adhérents, et les sympathisants d'avant le 21 avril 2002) dès qu'il s'agit d'aborder ce qu'ils perçoivent comme une « préférence étrangère ». On ne saurait tenir une comptabilité exacte de toutes les fois où les « néo-partisans » ont évoqué dans leur langage, avec beaucoup de mépris et de moquerie, les « aborigènes » qu'ils abhorrent.

2. L'exaltation engendrée par la campagne présidentielle de 2007, surtout de ce qu'elle offre en termes d'investissements militants (82,4 %), même si vue de l'intérieur elle semble agir comme une « pensée magique », procurer une sensation éphémère de bien-être.

3. Les faits se produisant au quotidien dans leur vie (78,9 %), avec une sous-distinction concernant ce qu'on pourrait appeler « la marque indélébile de l'adolescence » (pour 61,4 % de notre panel) dont on lira une illustration ci-dessous.

Les « néo-frontistes » parvenus à l'âge adulte, ont en quelque sorte, retraduit politiquement leur(s) frustration(s) et leur(s) blessure(s) d'amour-propre ; c'est du moins ce que révèle l'immense majorité des entretiens que nous avons pu mener. Il s'agit de faits négatifs ou de sensations désagréables, marquants, visiblement insurmontables pour le sujet, et ayant par conséquent fait l'objet d'une résilience très imparfaite.

4. La période comprise entre le 21 avril et le 5 mai 2002 comme diagnostic de leur isolement sociétal (73,7 %).

5. La crise ou plutôt l'embrasement des « banlieues » en novembre-décembre 2005 (71,9 %) (Rydgren, 2004 : 62-72).

Les « banlieues en feu » (expression utilisée par la plupart des « néo-frontistes ») font figure de supplément d'âme à l'adhésion en idées. D'ailleurs, le sentiment de malaise provoqué par la vision directe ou indirecte de ces événements, a pu dans certains cas se révéler tellement prégnant qu'il a donné naissance à une croyance : la sensibilité de l'opinion publique serait exclusivement axée depuis une à deux années sur la « crise des banlieues ». C'est le cas symptomatique de Christophe, qui se sert de cette problématique comme d'une grille de lecture monothématique de la société française contemporaine. C'est également le cas d'Emilie, qui a attendu le 12 novembre 2006 pour adhérer (au moment symbolique de la première Convention Présidentielle « Le Pen 2007 »), après nous avoir avoué que le phénomène déclencheur de son engagement en faveur du FN a précisément été la crise des banlieues de l'hiver 2005. Les agressions dont les policiers ont pu être les victimes, et qu'elle trouve « intolérables », l'ont particulièrement choquée : « Je pense que ça, ça a beaucoup contribué...les événements des banlieues. » Encore faut-il préciser qu'elle n'a vécu cette crise que par le prisme de la

¹⁰ Tous les pourcentages sont calculés sur la base des 66 « néo-partisans » que nous avons fait le choix de suivre plus particulièrement.

télévision... Elle nous a confessé qu'elle n'y avait pas été et n'y est d'ailleurs toujours pas directement confrontée.

Didier L., 50 ans, sympathisant du FN depuis septembre 2006, pousse plus loin son analyse de ces événements dont il a été également un téléspectateur. Il partage la vision frontiste de ce problème de société et trouve ainsi un débouché politique à son inquiétude de voir la violence se déplaçant d'un territoire à l'autre :

« ce qui m'a fait aussi...tout doucement, glisser vers un pays, euh, un parti nationaliste, je ne dirais pas extrémiste, je dirais nationaliste, c'est...notre peuple ! Le Pen dit de nous qu'"on est un peu comme les indiens d'Amérique". (...) Ma mère m'a dit : "j'ai davantage peur actuellement que pendant la guerre (1939-1945)". Pendant la guerre, la France était un pays occupé (...). Les années qui viennent, vont être difficiles à gérer. Je pense qu'on est arrivé...on parle souvent de "balkanisation", moi je trouve, tout doucement, il se crée...des ghettos, importants, des "Kosovo" un peu partout en France...Beaucoup de gens le ressentent. (...) actuellement, je pense que la France est en état de guerre. Quand je vois...la nuit (à Lille), on est constamment réveillé par les sirènes de police, ce n'est pas normal. On vit en état de siège » (propos tenus le 8 janvier 2007).

6. L'Europe désignée comme étant « responsable de tous les maux des Français » (64,9 %) (Delwit, Poirier, 2005 : 9-20).

Toutefois, on comprend, grâce aux nombreuses conversations avec les « néo-frontistes », que la motivation « sortir de l'Union européenne », si elle a pu les influencer, n'est pas ardente ni très ancrée chez eux. Elle intervient légèrement un peu plus que d'autres causes sans être hégémonique. D'ailleurs, peu de « néo-partisans » croient leurs leaders quand ils présentent la sortie de l'Union européenne comme une action possible.

7. Le produit d'une socialisation précoce au « frontisme » (63,1 %), en se trouvant dans une « famille FN ».

8. La dénonciation d'une « pourritocratie » (*sic*) (51,5 %)

9. Le résultat de la consultation référendaire de 2005 (31,6 %).

On le voit, les motifs d'adhérer au « Front » semblent invariants. Un examen plus approfondi révèle pourtant une évolution plus subtile... et plus gênante pour ce mouvement politique.

B. La démotivation des forces militantes : une fédération à bout de souffle

A côté des éléments exposés *supra*, une autre caractéristique presque paradigmatique du nouvel arrivant est la critique d'un FN local authentifié comme peu entreprenant. Certains « néo-frontistes » n'hésitent pas ironiser à propos de ce qu'ils appellent « l'organisation prussienne du front » à l'échelle de leur département. Le FN apparaît, toutes proportions gardées, comme un parti tendanciuellement « riche » nationalement mais assez démuné localement, peu ou prou déstructuré¹¹, comme en atteste notamment la critique des

¹¹ C'est d'ailleurs l'impression qui ressort de l'article écrit par David Art qui sillonne des pistes de recherche stimulantes : « How radical right parties organize », *MIT Identity Politics Workshop*, April 13, 2007.

responsables locaux jugés trop « amateurs » dans leur approche et l'encadrement des novices qui ont rejoint cette force politique entre 2002 et 2007. Il faut ajouter, à la décharge de nos principaux interlocuteurs chez les responsables locaux, qu'ils cumulent la plupart du temps plusieurs fonctions.

Certes, ce genre de critique est présent dans tout parti et n'importe quelle région, et le manque de dynamisme, réel ou ressenti, ne peut à lui seul expliquer les reculs électoraux. C'est plutôt ce que ces critiques révèlent qui importe en l'occurrence. Ce que les nouveaux adhérents expriment est le tiraillement dû au dilemme entre l'acceptation d'une modernisation, d'une ouverture du parti et de son discours d'un côté, et la volonté de conserver ses fondamentaux de l'autre. Ce questionnement doit donc être relié à la stratégie mise en place par le FN, et pose la question de son efficacité.

Depuis 2002, il a été entrepris une tentative de « **dédiaboliser** Le Pen » - aussi bien son image que son discours - dont la fille de celui-ci, Marine, a été le maître d'œuvre. A ce propos, on se souviendra, grâce aux notes prises après des observations participantes, que lors d'un « collage » le 17 janvier 2007, nous avons déjà eu connaissance d'éléments sur la future campagne des élections législatives. Ces éléments permettent de mieux lire les signes, les tentatives de « dédiabolisation » entrepris par les instances dirigeantes du FN : « Pour ma campagne des législatives, je vais louer une camionnette avec ma photo en deux mètres fois trois », déclare Luc. « Mais, *insiste-t-il*, sans la flamme, sans la flamme ! ».

Cet exemple révèle aussi que cette dédiabolisation se fait au prix d'une rupture avec une part de l'identité partisane. Elle laisse sceptique une partie notable des adhérents, anciens ou nouveaux. Ils y voient comme une perte d'identité du mouvement frontiste, synonyme d'affadissement du message, et d'une banalisation dangereuse car ouvrant la porte à la « respectabilisation » de ce discours, ce qui favorise alors sa récupération par d'autres formations. Cela ne peut alors qu'encourager, accroître l'effet de vote utile (*supra*)... **tout comme la dédiabolisation de l'extrême gauche par le PCF dans les années 94 et suivantes, par R. Hue, a pu amener des électeurs PCF à voter sans gêne pour la LCR, LO à partir de 1995.**

En effet, sur le terrain, notamment lors des marchés « tractés » par les militants frontistes¹², on assista moins à une « dédiabolisation » du FN et de ses membres qu'à une « dédramatisation » d'une sympathie ou tolérance affichées vis-à-vis d'eux. Pendant la distribution du « discours présidentiel de Jean-Marie Le Pen aux BBR », nous n'avons pas l'impression que le FN et son candidat en particulier soient mieux reçus, moins « diabolisés ». Certes, nous n'avons relevé aucune réaction agressive, les refus restent courtois...mais ils sont légions. Est-ce que la banalisation de FN est en marche ? Sincèrement, objectivement, nous ne le pensons pas. Certes, les gens qui acceptent aujourd'hui le tract « pour le lire quand même », ne l'auraient certainement pas saisi il y a 2 ou 3 ans. On sait que toute élection, et les stratégies des partis l'ont parfaitement intégré dans leur réflexion, se fait à la différence des abstentionnistes, des indécis, et des hésitants qu'on parvient à mobiliser ou non. Pour notre part, nous avons

¹² Nous faisons notamment référence ici au 1^{er} marché visité par l'équipe FN en Nord-Flandre : Lomme, le samedi 3 février 2007.

rencontré ce matin beaucoup plus d'indécis et d'hésitants, que de personnes franchement agressives, voire même tout simplement agressives, et que de sympathisants.

Face à cela, une partie de l'effectif se raidit dans une radicalité plus soutenue, se traduisant par la volonté d'une stratégie sans alliance électorale, et le maintien concomitant de l'utopie d'une arrivée au pouvoir (local comme national) en solitaire : « Comme dirait Claude Deresnes : *“ce n'est pas le piano qui va au tabouret, c'est le tabouret qui va au piano”*. Il faudrait déjà que ce soit l'UMP qui propose peut-être » (Claude Rochart, un militant de Maubeuge). La campagne s'en ressent. Nombre d'adhérents ne comprennent guère cet « adoucissement » du ton par le leader, et ne retrouvent plus ce pour quoi ils sont venus au FN : un discours différent. Face à ce flottement de la base, le leader changea de cap à deux semaines du premier tour, en durcissant alors le discours, notamment à travers l'attaque sur les origines hongroises du candidat UMP. Cet ultime revirement, signe d'une certaine incohérence dans le suivi du cap, ne pouvait que déconcerter encore un peu plus adhérents et électeurs...

C'est donc, sans surprise, car le phénomène est bien connu et ne se limite pas au FN, le constat d'une forte diversité au sein du FN qui est dressé. Mais, dans un contexte de plus rude concurrence et de marginalisation frontiste, celle-ci peut s'avérer un élément d'affaiblissement, par manque de cohésion, alors même que les échéances électorales nécessitent l'unité et l'action.

Dès lors, le Front national ne semble plus en mesure, pour le moment, d'incarner cette « force capable de faire trembler le reste du monde social et politique » (Bizeul, 2003 : 20). Nous avons montré que, chez les néo-partisans, la foi du charbonnier reste chevillée au corps tout au long de la campagne présidentielle de 2007, jusqu'au 22 avril 20h. C'est en constatant le score du leader, éliminé à l'instant, que le doute fait soudainement son apparition, et alors que, en l'absence de présence au second tour, les élections législatives deviennent l'échéance proche. Il ébranle *les croyances les plus attachantes* des « frontistes », en particulier des nouveaux. Pendant la campagne des législatives, il était patent que les partisans du FN doutaient d'eux-mêmes, du lendemain, *de l'issue de leur démarche* (atteindre le palier des 5 %) et *de la véracité des énonciations* (leurs candidats à la députation tablaient sur un rééquilibrage à leur profit puisque « Nicolas Sarkozy avait été élu sur leurs idées »).

C'est donc à la faveur d'une émotion nouvelle, que les « néo-partisans » ont remis en jeu ce qui pourtant la veille les confortait. Mise en questions de leurs capacités à agir et à réagir, le doute a sondé leurs limites, en interrogeant le réel. État d'esprit, d'âme ou du cœur, le doute a mis en cause les ressorts intimes de chacun. Il a invité à débattre et à « se débattre » avec soi-même.

Sans le vouloir, l'expérience des « néo-frontistes » nous aura permis de dégager les premiers éléments d'une définition du « doute en politique » : il s'agit de ce moment où le partisan d'un candidat, confronté à une situation inconnue, est amené à réaménager l'ordre de ses croyances, puis à interroger la consistance de ses discours, et à réorienter en conséquence l'intensité de ses conduites à la baisse par rapport à ce qu'il effectue habituellement. Pour notre cas précis, le doute signifierait le constat d'un déficit dans la représentation des membres du « front » par J.-M. Le Pen. Il peut également être fait état de plusieurs types de sphères du « doute » : 1. Le

doute sur le contenu programmatique ; 2. Le doute sur l'homme Le Pen ; 3. Le doute sur les chances de gagner du candidat Le Pen ; 4. Le doute sur la capacité du parti lui-même à résister aux adversaires politiques, aux médias, et à toutes les pressions externes...etc. Nous mesurons ainsi non seulement la performance du doute (*qui se traduit par un fléchissement de la participation*) mais aussi le doute sur la performance (*qui s'exprime par une baisse du sentiment de représentation*).

S'interroger aujourd'hui sur ces évaluations constitue déjà en soi une démarche paradoxale mais pertinente pour plusieurs motifs. Paradoxale en effet car nous étudions un parti dont les sympathisants, en temps normal, ne doutent pas : notamment de la performance de leur candidat présidentiel ! Ensuite, parce que le volontarisme affiché par les principaux rivaux de Jean-Marie Le Pen devait au contraire les dissuader de « flancher » (dans leurs certitudes) : aucun effort ne devait être économisé pour convaincre les non-convertis, les sceptiques et les « tièdes ». D'ailleurs, dans une formation politique de droite radicale, qui réunit régulièrement depuis vingt ans entre 10 et 18 % des suffrages exprimés, le doute dans/en son chef est-il seulement permis ?

Pour paradoxale qu'elle soit, cette interrogation nous semble néanmoins légitime au regard d'un passé pas si lointain que cela. En effet, on peut dire que les membres du FN avaient déjà connu le doute dans les capacités de Jean-Marie Le Pen à hisser l'extrême droite au pouvoir quand ce dernier, en 1999, avait brutalement écarté son second (Bruno Mégret), et n'avait pu empêcher ni la scission de sa formation politique (nombre de cadres dirigeants avaient quitté le FN, les effectifs militants avaient aussi connu une décrue) ni les élections européennes de se solder par un recul non seulement du FN mais aussi de l'extrême droite dans son ensemble. En outre, cet épisode douloureux pour les partisans de l'extrême droite française, trouve sa genèse dans le refus réitéré de/par Jean-Marie Le Pen de toute alliance avec ce qu'il appelle la « fausse droite », autrement dit la droite parlementaire. A ce cloisonnement du FN, Bruno Mégret (à Vitrolles), Jacques Peyrat (à Nice), Daniel Simonpieri (à Marignane), Jean-Marie Le Chevallier (à Toulon), et surtout Jacques Bompard (à Orange), avaient joué en interne la carte d'une stratégie d'accès et d'acquisition du pouvoir « par le bas », en renforçant les liens locaux (municipalités, régions) avec le personnel de la droite traditionnelle¹³. Bien qu'en recueillant les fruits, Jean-Marie Le Pen ne pouvait voir d'un bon œil le succès (relatif certes) de cette stratégie, qui l'acculait à démentir l'oracle qu'il avait délivré précédemment : celui annonçant la venue du FN au pouvoir « par le haut », à travers son premier représentant, figure considérée par certains comme « messianique », et donc par le scrutin présidentiel. On peut d'ailleurs (légitimement) se demander si le « pataquès » dû à une négligence humaine dans la réunion des conditions de présentation et d'éligibilité de Jean-Marie Le Pen aux régionales en Provence-Alpes-Côte-D'azur ne s'inscrit pas justement dans cette stratégie d'évitement du pouvoir local pour mieux peser sur les débats nationaux et s'inscrire dans un processus de conquête « par en/le haut ».

On conçoit dès lors, que, à côté d'autres raisons¹⁴, la campagne des législatives - dont on peut vraiment dater le début à partir du 18 mai - voit le tissu militant tout autant que le tissu

¹³ Il faut bien remarquer que tous ces élus ont en commun de ne plus appartenir au FN.

¹⁴ Notamment parce que la période est moins propice à la mobilisation militante des jeunes qui sont accaparés par leurs révisions et leurs examens universitaires.

partisan, et selon un mouvement parallèle croissant, se dépeupler sérieusement et passer d'environ 60 % du potentiel militant total¹⁵ la première semaine, à 50 % la deuxième, et à environ 35 % la dernière semaine de la campagne officielle.

On remarque donc, à vue d'œil, et en recoupant nos informations (par des dialogues informels, la présence à des réunions de travail, et nos observations participantes ou non) que déjà un bon tiers du potentiel militant (30 %) n'a pas été retrouvé après le 1^{er} mai. C'est finalement durant cette période (du 1^{er} au 18 mai) que le FN Nord-Flandre a perdu le plus de militants et de partisans. Ces derniers aussi seraient touchés par un réflexe absentéiste que les dernières semaines de la campagne présidentielle avaient circonscrits et contenu efficacement. Environ 20 % du potentiel partisan total aurait littéralement disparu, se serait mis en retrait...provisoire ? Nous avons pu suivre cette évolution négative pour le FN (au rythme moins rapide que la décrue du potentiel militant) en listant les personnes rencontrées au café-débat en présence d'Alain Soral le 24 mai, ou le 30 mai pour la venue de J.-M. Le Pen à Lesquin, ou encore le 5 juin pour la réunion en présence de C. Lang et Ph. Bernard (à Roubaix). D'ailleurs, une fois parvenus dans les deux dernières semaines de la campagne, il semblerait que peu de partisans fassent le choix de « désertier » les manifestations de leur parti. De 70 % du potentiel partisan total, on peut estimer plus ou moins que le FN local s'est vu soutenu par 60 % de ses partisans entre le 25 mai et le 8 juin.

C. Une tentative de réaction : la création d'un lien partisan

La désillusion se traduit ensuite dans l'évolution des effectifs après les élections. Le bilan comptable de la Fédération Nord-Flandre s'avère mitigé. Elle connaît depuis quelques années des difficultés à fidéliser un noyau de militants actifs excédant les 50 membres (si on inclut la section du Pévèle - dans la 6^{ème} circonscription du Nord - qui, depuis la fin du mois de juin 2007, s'est volatilisée avec le départ de son couple fondateur et animateur, Olivier et Florence M.), ainsi qu'un réseau d'adhérents et de sympathisants au-delà du plafond symbolique des « 350 »¹⁶. C'est d'ailleurs un FN affaibli que nous avons rencontré pour la première fois en juin 2006. Le local vétuste de sa « permanence », peu fréquenté par les responsables fédéraux ou même les élus de la métropole lilloise, est un signe de cette relative inactivité du FN Nord-Flandre entre deux élections. En définitive, on ne peut *a priori* affirmer que cette fédération est une place-forte du FN en France, bien qu'elle ne soit pas abandonnée par le centre décisionnaire domicilié jusque récemment à Saint-Cloud (« *le Paquebot* ») et à Montretout (demeure de la famille Le Pen), en échange d'actions et de votes internes légitimant régulièrement les positions prises à Paris (dans le domaine de la stratégie politique notamment).

Face à cette évolution préjudiciable aux mobilisations nécessaires pour les futures échéances électorales (municipales et cantonales de 2008, européennes de 2009), les instances locales ne restèrent pas sans réaction.

A leur entrée dans l'institution partisane, surtout si celle-ci s'incarne uniquement dans des lieux aussi peu protocolaires que la « permanence », certains adhérents peuvent encore ignorer

¹⁵ Si on considère le pic de la campagne présidentielle comme représentant le moment de la réunion d'environ 90 % de ces effectifs partisans.

¹⁶ Le Front national revendique 20.000 adhérents (à son dernier Congrès) et touche sûrement deux fois plus de sympathisants (en témoigne notamment l'affluence à leurs mobilisations, qu'a étudiées Fiammeta Venner, 2006 : 29-126 et 175-234).

la plupart des lois tacites qui régissent le milieu partisan. Il est vrai qu'il existe finalement assez peu d'incitations à participer aux activités militantes. Peu d'initiatives sont amorcées pour maîtriser ou au moins gérer convenablement l'intégration de ces nouveaux éléments arrivant au FN avec en tête des idées reçues. Ce parti n'apparaît donc pas de ce point de vue une institution « totale » ou autoritaire, qui commanderait à ses militants « de faire » « sous peine de », contrairement à l'impression qu'il laisse au premier abord. Trois repas avaient bien été organisés (le 12 janvier, le 12 mars à deux jours de l'annonce du dépôt des « parrainages » présidentiels, et le 13 avril). Plus tard, une séance de cinéma a permis aux jeunes de renforcer leurs liens : le 23 mars après la « permanence », ils sont allés visionner le *peplum* stylisé « 300 ». Le choix du film n'est évidemment ni anodin ni sans portée politique même infime¹⁷. Il permet par exemple, comme nous l'avons constaté, de renforcer puissamment l'allégorie instrumentalisée par les « néo-partisans », du FN comme « le seul parti de la résistance du peuple français ».

C'est également pour attribuer un caractère plus formel et solennel au travail militant, que depuis le 18 septembre 2007, cet espace est dorénavant ouvert, en outre, tous les mardis. Les visiteurs du soir peuvent ainsi participer à des réunions de travail dans le cadre d'un Cercle de réflexion (le premier pour cette fédération du Nord de la France), dont le triptyque (Civilisation Résistance Identité) est résumé par un nom : le CRI (*de Lydéric*, géant des Flandres qui, selon la légende, fonda la Cité de Lille en 640). L'objet de ce « club » était bien de penser à une meilleure rentabilité des investissements militants, qu'ils soient humains, matériels ou financiers, et de rechercher comment atteindre une plus grande attractivité du FN septentrional. La faible affluence aux « permanences » de rentrée (les 7 et 14 septembre), ainsi qu'à la séance matricielle de cet « appendice » du FN-Flandre le 18 septembre (2 cadres du parti et 4 militants dont 2 femmes) comme à celles qui ont suivi le 25 septembre (2 cadres, 2 militants dont une femme, 2 membres du FNJ et des JI de Lille), le 2, le 9, et le 16 octobre (2 cadres, une candidate aux dernières législatives, et 3 militants dont une femme, tous des « habitués » de ce rendez-vous) n'augurait en rien la réussite de cette nouvelle initiative. D'ailleurs, la meilleure preuve en est qu'à la 4^{ème} réunion du « CRI », le 9 octobre, on ne retrouvait qu'un responsable et trois « primo partisans », alors que le travail de réflexion devenait plus exigeant et les tâches écrites à accomplir plus copieuses. Parmi ces trois personnes, une seule n'était encore jamais venue le mardi soir. Au bout de sept séances, le « CRI » ne s'incarna toujours pas dans une réalité matérielle concrète. Pour le public, il était placé sous le sceau du silence ; une fois connu, sa filiation devait rester secrète. En outre, le fait qu'il ait eu pour seule orientation idéologique clairement assumée de rassembler les chapelles divisées de l'extrême droite, n'autorisait pas d'effectuer un pronostic optimiste quant au maintien des effectifs partisans en Nord-Flandre, et *a fortiori* ne garantit nullement une meilleure fréquentation du « QG » (Quartier Général) de campagne, bien au contraire, ce qui ne peut alors que nuire à l'efficacité des activités de campagne.

Cette orientation était au surplus ultra-minoritaire chez les partisans FN de la fédération auscultée ici, et *a fortiori* chez les « primo arrivants », comme nous avons pu nous en rendre

¹⁷ Preuve en est, c'est ce même film qui avait été programmé pour une séance de cinéma à la « permanence » (le 12/10/07). La proposition émanant des mêmes responsables locaux qui ont encadré les « néo-partisans » du FN depuis 15 mois révolus, on peut y voir un déficit d'inventivité, un souci peu soutenu pour créer de la cohésion dans le groupe.

compte nous-mêmes à plusieurs reprises. Cependant, on assista depuis, chez les responsables et élus locaux les plus en vue, à un recroquevillement sur les « troupes identitaires », « troupes » qui n'adhèrent pas (puisque'ils demeurent actifs dans leurs infrastructures respectives, et se contentent de préserver un contact très ténu avec un FN nettement plus institutionnalisé) et par conséquent n'expriment pas de préférence partisane pour le Front national. Et c'est là que se trouve tout le problème, pour le FN, de ce revirement stratégique. L'initiative n'a d'ailleurs pas survécu au placement en garde à vue du premier secrétaire de la Fédération (Philippe Bernard) et de 2 de ses plus fidèles collaborateurs (Sylvie Langlois et Frédéric Butez). Voulu comme une « boîte à idées », le « CRI » disparaîtra dès novembre 2007, au moment où L. Pécharman soutînt Ph. Bernard et se vit par conséquent démettre de ses fonctions au sein du FN et être écarté de l'investiture de ce parti pour les élections municipales et cantonales de mars 2008.

Pourtant, pour relancer l'initiative du « CRI », une « BBR » dite régionale - mais en fait très locale - s'était tenue le dimanche 7 octobre 2007 sur sept heures dans un restaurant de Volckerinckhove (un village de 487 âmes, niché dans les Flandres, et qui a été choisi, entre autres raisons, pour sa consonance éloquente avec le vocable « *Volk* », signifiant « peuple » dans les langues des pays du Nord de l'Europe). C'est une première pour cette fédération, mais pas pour ses voisines (Hainaut, Pas-de-Calais), ni pour d'autres plus éloignées.

La présence de Martial Bild¹⁸, n'aura drainé qu'une maigre assistance : à peine 40 partisans du « front » (sur 150 attendus) l'écouteront développer un discours très virulent sur le thème de l'identité (nationale). A partir de là, nul hasard à ce que l'intervenant ait demandé à Luc Pécharman de ne diffuser ultérieurement que les passages les plus « modérés » de son laïus, et de placer tout le reste « *off record* ».

Encore une fois, on mesure à travers cet épisode la fragmentation des univers politiques au sein du FN. De la coexistence entre partisans de l'identité flamande et les « autres », il ressort l'existence de plusieurs « Front national ».

CONCLUSION : UNE FAMILLE RECOMPOSEE AUTOUR DE MARINE LE PEN ?

C'est peut-être parce que la « foi » des néo-partisans n'a pu être consolidée par des « victoires » (du moins des succès) à la présidentielle puis aux législatives, qu'il y a un tel taux de défection et d'infidélité à la Fédération Nord-Flandre, une fois le double échec national consommé. En effet, ce que nous avons remarqué c'est que :

- un quart croissant, s'est rapidement détourné du « front », cessant toute activité. Visiblement, leur foi n'était pas assez forte, assez consolidée pour résister aux échecs du printemps 2007 et continuer l'aventure « frontiste »

- un second quart, difficile à stabiliser car touché par la défection de ses membres, reste fidèle aux responsables de la Fédération tout en désirant poursuivre la stratégie mise en œuvre au niveau national depuis 2 ans mais qui n'est plus suivie localement.

Le parti, en tant que structure organisationnelle, est ce qui compte le plus pour eux

- un troisième quart, périlant sensiblement, se radicalise ou redevient radical après avoir fait preuve de souplesse communicationnelle, pragmatique, pendant la campagne présidentielle¹⁹, solidaires en cela d'une minuscule poignée de responsables de la Flandre. Ces derniers les

¹⁸ Rédacteur en chef de la revue *Français D'Abord*, le mensuel des adhérents.

¹⁹ Ils ne se sont modérés que parce qu'ils espéraient que la nouvelle stratégie ne serait que temporaire et brève.

encouragent maintenant, à revendiquer à nouveau ouvertement leurs idéaux d'extrême droite et leurs racines flamandes. Ces « néo-partisans » acceptent le principe d'une dérive sectaire, même si celle-ci devait faire stagner dans l'immédiat le FN et le confiner à une audience de 10 % - au mieux - dans les urnes, puisqu'il ne s'agit plus pour cette frange de défendre un projet politique, « mais une civilisation et une identité qui sont en danger de disparition », un objectif qui, selon eux, les dépasse (l'idéologie, et notamment sa pureté, son inflexibilité, est ce qui a le plus de valeur à leurs yeux)

- enfin, un dernier quart, depuis les élections législatives, se sent happé par l'espoir né à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), d'une improbable mais pas impossible victoire. Il ne s'investit guère sur le terrain en faveur de Marine Le Pen (le succès, d'abord à une élection municipale puis à une prochaine présidentielle, est ce qui importe le plus pour ce groupe). Leur allégeance s'exprime en idées mais n'est pas suivie par des actes concrets. A la veille du premier tour de l'élection municipale, dans cette ville désindustrialisée du bassin minier où le FN se voit accorder les probabilités les plus sérieuses de l'emporter ou du moins de progresser, aucun « néo-partisan » du Nord (des 2 fédérations : Flandre et Hainaut) n'a participé, de près ou de loin, à l'effort de campagne de la liste « Hénin-Beaumont pour Vous »²⁰.

Cette carence est la confirmation d'un tropisme latent né antérieurement. Nous l'avons détecté, il y a quelques mois, par une première série d'observations : à la conférence de Marine Le Pen (à Valenciennes) qui s'est tenue le 12 octobre et a été suivie par 65 personnes membres ou proches du parti ; et à la fréquentation des 6 « ateliers » du 13 octobre (journée de formation au *Lensotel*), qui ont réuni à Lens près de 75 partisans du Front national venus de toute la France dont 10 de la Fédération N-F., parmi lesquels on comptait seulement 4 « néo-arrivants ». La première manifestation nécessitait la présentation d'une invitation *ad hominem*, la seconde était exclusivement réservée aux militants, cadres et élus du FN qui se présenteraient aux prochaines élections municipales et cantonales (en omettant sciemment les adhérents et les sympathisants). C'est à chaque fois grâce aux relations que nous avons patiemment tissées et soigneusement entretenues avec les « néo-frontistes » de la Fédération N-F. que nous avons pu pénétrer ces lieux de re-motivation militante et de professionnalisation à usage interne. Peut-être parce qu'agissant avec une grande discrétion, leur geste n'a pas fait d'émules.

²⁰ Nous avons pu le constater, étant présent quotidiennement à l'intérieur du « noyau actif » de cette équipe, depuis décembre 2007, et sous une identité factice.